



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture
Service de la coordination
des politiques publiques
Bureau de la coordination interministérielle

Arrêté complémentaire visant à modifier les conditions de remise en état de la carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires exploitée par la SOCIÉTÉ CARRIÈRES DE L'EST sur le territoire de la commune de VITERNE

n° 2021 - 0071

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral 2008-604 du 15 février 2010 modifié par l'arrêté préfectoral 2016-0546 du 3 octobre 2016, autorisant la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE L'EST à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de VITERNE ;

VU la demande de modification des conditions de remise en état de la carrière susvisée présentée par la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE L'EST le 29 janvier 2021 et complétée les 17 février 2021 et 29 mars 2021 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé PP/CM/NW/194-2021 en date du 24 juin 2021 ;

VU le projet d'arrêté porté le 12 octobre 2021 à la connaissance du demandeur ;

VU l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites réunie le 22 octobre 2021 dans sa formation spécialisée « carrières » ;

VU l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet ;

CONSIDERANT que les dangers et inconvénients générés par la carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires exploitée par la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE L'EST sur le territoire de la commune de VITERNE, pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les mesures mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

CONSIDERANT que les prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux autorisant et encadrant actuellement l'exploitation par la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE L'EST de sa carrière à ciel ouvert de calcaires sur le territoire de la commune de VITERNE doivent être adaptées afin d'entériner la modification des conditions de remise en état de cette carrière sollicitée par la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE L'EST, qui ne constitue pas un changement substantiel ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Garanties financières

Le montant des garanties financières de **182 599,76 € TTC** se substitue à celui fixé pour la **3^{ème} période** à l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral 2008-604 du 15 février 2010 modifié autorisant la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE L'EST à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de VITERNE .

Ce montant a été calculé en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivant :

- TP01 (juin 2020) (base 2010) = 108,8
- Indice de raccordement = 6,5345
- TVA = 20,0 %

Article 2 : Remise en état du site de la carrière

Les dispositions de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008-604 du 15 février 2010 modifié sont remplacées par les suivantes :

« En fin d'exploitation, l'exploitant remettra le site de la carrière dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

La remise en état des lieux est précisée par le **plan**

et sera faite conformément aux dispositions présentées dans le dossier de modifications des conditions d'exploitation de la carrière, aux compléments qui y ont été apportés et au dossier de modifications des conditions de remise en état.

Les prescriptions sont les suivantes :

- remblaiement de la fosse d'extraction pour permettre la restitution d'une plate-forme enherbée ;
- maintien des fronts de taille de 1 à 4 mètres dont certains sont talutés et végétalisés ;
- conservation d'un front sur la partie Sud de l'exploitation afin de permettre la nidification de l'Hirondelle des rivages, avec des modalités de gestion adaptées ;
- préservation du caractère minéral sur une partie du site au Sud (minimum un hectare) afin de préserver l'habitat du Petit Gravelot. Un entretien annuel devra être prévu ;
- création de bosquets et d'une zone humide ;
- maintien de zones rocailleuses ponctuelles en limite de site ;
- conservation intégrale de la zone prairiale à Cuivré des marais (poursuite de la gestion actuelle) ;
- création d'un aménagement artificiel pour le Hibou Grand Duc au niveau du front de taille existant avant remblaiement du front de taille Ouest. »

Et les plans de réaménagement final et par les plans de phasage de l'exploitation de la carrière annexés au présent arrêté se substituent à ceux joints à l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008-604 du 15 février 2010 modifié.

Article 3 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Nancy :

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-avant.

Article 5 : Exécution et information

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE L'EST

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de la commune de VITERNE

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

NANCY, le **05 NOV. 2021**

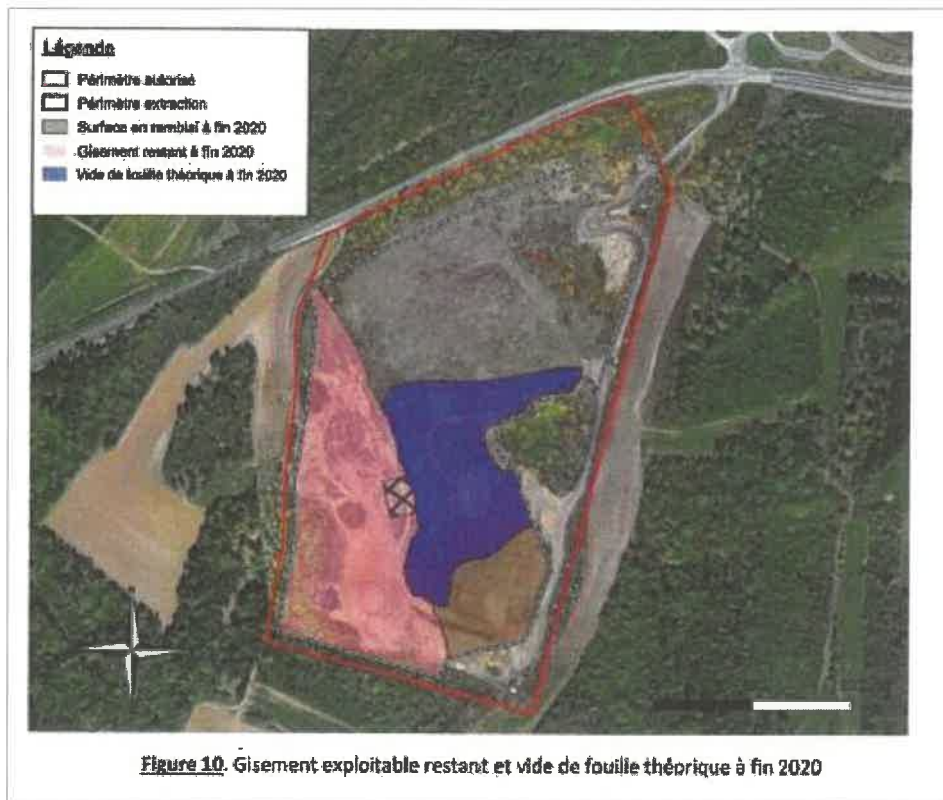
Le Préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Julien LE GOFF

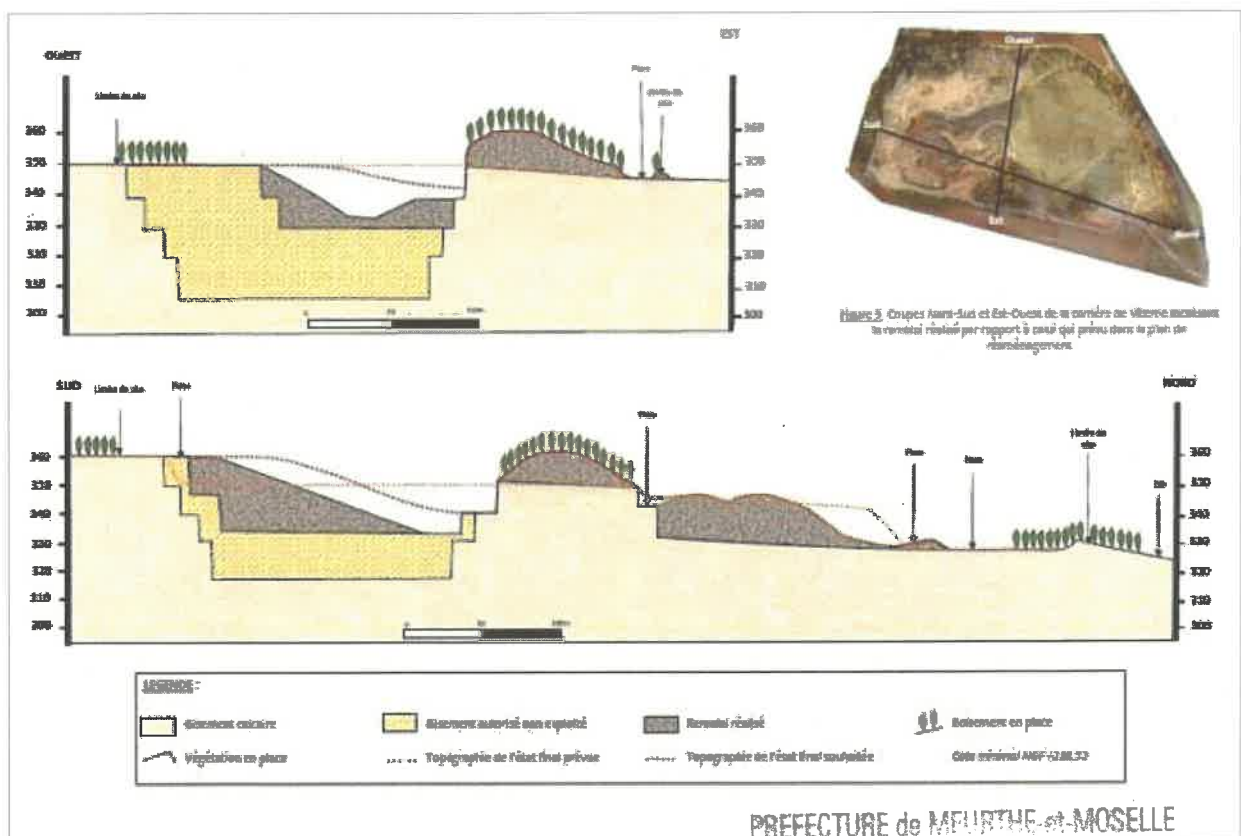
Annexes à l'arrêté préfectoral n° 2021 - 0071

Plan de phasage de l'exploitation de la carrière



Réaménagement final du site de la carrière





Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Julien LE GOFF

Vu pour et en vertu de notre arrêté
en date de ce jour
NANCY, le 05 NOV. 2021